

Vol. IX - N°73 • Septembre 2017



Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour
la Stabilisation en République
démocratique du Congo

ECHOS *de la* MONUSCO



21 SEPTEMBRE

**ENSEMBLE POUR LA PAIX
RESPECT, SECURITE ET DIGNITE POUR TOUS**

Gagner la bataille de la paix avec des actes concrets

✉ Par Charles Antoine Bambara*

« **L**es guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent s'élever les défenses de la paix ». Ce slogan de l'UNESCO trouve toute sa justification à l'occasion de la Journée Internationale de la Paix célébrée chaque année le 21 septembre. La Division de la Communication stratégique et de l'Information publique a fait passer des messages lors de cette journée dans la majeure partie des villes où il y a une présence onusienne : Kinshasa – Goma – Bunia – Beni – Lubumbashi – Bukavu – Kalemie et ailleurs.

Dans le contexte congolais où nous avons 3,8 millions de déplacés internes et 500.000 réfugiés du Rwanda, du Burundi, du Soudan du Sud et de Centrafrique, où des groupes armés sont encore plus qu'actifs, il est clair qu'assurer la paix et la sécurité reste une gageure. Doit-on pour autant baisser les bras ? L'ONU ne peut pas s'y résoudre, elle qui accompagne les autorités depuis l'indépendance du pays. Elle qui y a perdu un Secrétaire général et des dizaines de Casques bleus – dont un de nationalité tanzanienne en cette fin de septembre 2017 dans la région de Beni au Nord-Kivu.

Pour l'édition 2017 de la Journée internationale de la Paix, les Nations Unies ont choisi de mettre l'accent sur l'initiative mondiale « Ensemble » visant à promouvoir le respect, la sécurité et la dignité pour tous et essentiellement pour les migrants et les réfugiés. En la matière, on peut dire sans risque de se tromper que la RDC est un modèle de terre d'accueil...

C'est l'occasion de saluer ici les efforts du Gouvernement congolais de rassembler autour d'une même table les fils et filles du Grand Kasai pour trouver des solutions idoines à ce conflit aussi

meurtrier qu'inutile qui a plongé cette partie du pays dans une violence inouïe. Le Forum de la Paix, la Réconciliation et le Développement qui s'est clôturé à Kananga le 21 septembre 2017, jour dédié à la célébration de la Journée internationale de la Paix nous laisse donc croire que toutes les leçons de cette tragédie auront été tirées pour éviter au pays un nouveau bain de sang.

Le mois de septembre a vu la RDC rester au centre des préoccupations des Nations Unies avec la rencontre du 19 septembre 2017. En effet, l'ONU a convoqué une réunion de haut niveau sur la République démocratique du Congo au siège des Nations Unies à New-York, en marge des débats généraux de la soixante-douzième session de l'Assemblée Générale. La réunion s'est mise d'accord sur une approche impliquant l'ONU, l'Union Africaine, l'Organisation Internationale de la Francophonie et la Communauté de Développement d'Afrique Australe, notamment par la mise en place d'une équipe de coordination d'experts pour faciliter la mobilisation de l'appui politique, technique, financier et logistique requis, en conformité avec la résolution 2348 (2017), afin d'assister la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), et d'appuyer les préparatifs des élections.

Les participants ont salué l'engagement exprimé par les autorités de la République démocratique du Congo de respecter la Constitution. Tous l'ont dit, il ne manque que le calendrier électoral pour que le train électoral s'élançe. ■



*Directeur de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO

Sommaire

3 Point de vue

Ensemble pour la paix

4 Vie de la Mission

Cérémonie d'hommage au Casque bleu Tanzanien tué dans le Territoire de Beni

5



Georgette Gagnon plaide pour la fin de l'impunité des auteurs des violations des droits de l'Homme

6 Humanitaire

La MONUSCO et le HCR apportent un soutien d'urgence aux réfugiés burundais à Kamanyola



7 Protection

La MONUSCO déploie des troupes pour protéger les civils à Uvira

8 Droits de l'Homme

L'ONU déplore la "dégradation inquiétante" de la situation des droits de l'Homme en RDC

9 Actualité

L'Assemblée général des Nations Unies a donné le mardi 12 septembre, le coup d'envoi de sa 72ème session, au siège de l'ONU à New York

10 Appui au processus électoral en RDC : une nouvelle initiative ONU-UA d'appui pour la tenue des élections conformément à l'Accord de la Saint-Sylvestre

11 Dossier

Commémoration de la Journée Internationale de la paix en RDC

Les commentaires et avis émis dans ce magazine par des personnes étrangères à la MONUSCO n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de l'Information Publique
Charles Antoine Bambara

Chef de l'Unité des Publications
Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef
Tom Tshibangu

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Alain Coulibaly, Alain Likota, Alphonse Yulu Kabamba, Anne Herrmann, Kipimo Emmanuel, Martha Biongo, Marcelline Comlan

Photographes

Michael Ali, Myriam Asmani, John Bompengo



Ensemble pour la paix

Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

En Afrique lorsque quelqu'un vous dit "on est ensemble" ou en RDC "Ponabana", cela ne veut pas dire qu'il est avec vous physiquement, au moment précis où il vous parle. Cela veut plutôt signifier qu'il pense à vous et vous garde dans son cœur en vous demandant d'en faire autant. De ce point de vue, le thème retenu cette année pour la célébration de la Journée Internationale de la Paix, rejoint cette définition somme toute pas éloignée du sens initial du terme. "Ensemble pour la paix – respect, sécurité et dignité pour tous". Gardons dans nos cœurs ces communautés victimes de la barbarie, ces migrants économiques ou climatiques à la recherche d'une terre d'asile, ces enfants et femmes aperçus au détour d'un sujet télévisé qui, baluchons sur le dos s'en vont de chez eux sans toujours savoir où ils seront demain.

"ENSEMBLE réunit les organismes du système des Nations Unies, les 193 États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des entités du secteur privé et de la société civile, des établissements universitaires et des citoyens dans le cadre d'un partenariat mondial en vue de soutenir la diversité, la non-discrimination et l'acceptation des réfugiés et des migrants", a souligné le Secrétaire général

de l'ONU, António Guterres ; ceci, à l'occasion du lancement de la Campagne pour la Paix, lors du Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants.

Cette année, la Journée internationale de la Paix a mis en évidence l'engagement et la mobilisation d'individus issus des quatre coins du monde, en faveur des réfugiés et des migrants. L'idée ici est de partager les expériences vécues par les communautés qui accueillent celles et ceux forcés de fuir leur foyer, ainsi que des récits de réfugiés et de migrants. Car souvent, seuls les récits des personnes qui fuient sont entendus. Celles qui accueillent en ont autant à dire. Elles nous montrent l'exemple : la solidarité humaine comme mode d'action et le partage comme mode de vivre ensemble.

Les communautés d'accueil nous réconcilieront toujours avec notre humanité s'il nous arrivait d'en douter. La jeunesse, aux avant-postes, dans leurs associations, réseaux et autres regroupement secondent les adultes et souvent se portent volontaires pour rendre service dans leur communauté ou témoigner leur amitié à d'autres jeunes réfugiés ou migrants. Les communautés d'accueil, ce pourrait être vous et moi car nul n'est à l'abri et les personnes qui ont accueilli

dernièrement des exilés de l'Ouragan Irma vous le diront.

Écoutons les accueillants, encourageons-les et aidons-les pour qu'ils ne soient pas seuls à porter la lourde responsabilité de maintenir en vie des êtres qui viennent s'ajouter à leur difficile quotidien, s'il faut dire les choses telles qu'elles sont. A ce sujet, on ne peut pas dire que la République démocratique du Congo qui reçoit à elle seule plus d'un demi million de réfugiés arrivés de cinq de ses neuf frontières (Soudan du Sud, Rwanda, Burundi, RCA, Uganda) soit en reste ; cela dit, sans oublier les communautés qui accueillent les multiples déplacés internes.

Ce pays au grand cœur, les bras ouverts à tous les vents, tressaute dès que l'un de ses voisins tousse et devient malade lorsque des enfants terribles des pays frontaliers se querellent. Comment faire dès lors pour trouver la quiétude et la paix dont il a grandement besoin pour son développement? Lui faut-il fermer ses frontières et ne plus accueillir de réfugiés ? Que neni, ce n'est pas dans son entendement ! Son affect ne le lui permet pas. Pour lui, la paix sera régionale ou ne sera pas. C'est Ensemble, avec tous les pays de l'Afrique centrale que cette paix se fera. ■

Cérémonie d'hommage au Casque bleu Tanzanien tué dans le Territoire de Beni

Par Alain Coulibaly/MONUSCO



Une cérémonie d'hommage au Casque bleu tanzanien tué dans des combats, le dimanche 17 septembre 2017, dans le Territoire de Beni s'est tenue le mardi 19 septembre 2017 dans l'enceinte du Bataillon des troupes tanzaniennes à Beni, en présence du Chef de bureau de la MONUSCO, Warner Ten Kate, du Représentant de la Brigade d'intervention FIB, des Commandants des bataillons malawites, népalais et sud-africains...du représentant des FARDC ainsi que des collègues des différentes Sections de la MONUSCO... Caporal Musa Jumanne Muryery, 28 ans, a trouvé la mort à Mamundioma, au nord de Beni, au moment où les Forces de la MONUSCO, aux côtés des FARDC, réagissaient à une attaque perpétrée par de présumés rebelles ADF.

Dans son allocution, au cours de cette cérémonie d'hommage, empreinte d'une grande émotion, le Chef de Bureau de la MONUSCO-Beni, Warner Ten Kate, a au nom du Représentant spécial du Secrétaire général de de l'ONU en RDC et chef de la MONUSCO, Maman Sidikou, exprimé sa gratitude au Casque bleu tanzanien pour les efforts qu'il a fournis pour la paix en servant les Nations unies.

"Veuillons à ne pas oublier, a dit le Chef de Bureau de la MONUSCO, que Muryery est tombé sur le champ d'honneur, en mission de paix. Il ne combattait pas pour une cause imméritée, mais il combattait pour aider le peuple congolais, au Nord-Kivu, pour mettre fin à un conflit qui rend leur vie difficile depuis un si long moment. En agissant ainsi Muryery a donné du sens à sa vie et à celle d'autres personnes et le fait qu'il vient de nous laisser aujourd'hui, n'enlève rien à cela. Il a essayé de faire la différence et cela compte. Il n'est pas mort pour rien. La Tanzanie, son Bataillon et sa famille peuvent être fiers de lui comme l'est la MONUSCO".

Tous les autres intervenants, les représentants de la FIB, des contingents malawite, sud-africain et népalais ont salué la mémoire de ce soldat de la paix et loué son dévouement au service de la paix. ■

Georgette Gagnon plaide pour la fin de l'impunité des auteurs des violations des droits de l'Homme

La Directrice de la Division de la coopération technique et des opérations de terrain du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, Georgette Gagnon, a effectué une visite de travail du 21 au 25 août en République démocratique du Congo, au cours de laquelle elle a demandé aux autorités congolaises de veiller à ce que les auteurs des violations des droits humains rendent compte de leurs actes et que les victimes obtiennent justice.

Par Martha Biongo/MONUSCO

Cette visite qui l'a conduite à Kinshasa, puis à Kananga, dans la province du Kasai-Central et enfin à Goma, dans le Nord-Kivu, avait pour but de "renforcer notre engagement auprès des autorités et d'évaluer la situation des droits de l'Homme alors que le pays traverse une période particulièrement délicate", a déclaré Georgette Gagnon le 25 août à Goma, lors de la conférence de presse qui a sanctionné la fin de sa visite en RDC.

Durant son séjour sur le sol congolais, Mme Gagnon a rencontré les autorités nationales et locales, des représentants de la justice militaire et civile, des représentants de la société civile, des membres de la Commission nationale des droits de l'Homme, ainsi que des victimes et des témoins de violations des droits de l'Homme.

Les victimes des violences au Kasai demandent justice

Durant sa visite à Kananga, au Kasai-Central, Mme Gagnon a échangé avec les détenus à la prison civile locale. Elle a également entendu des témoignages directs des victimes, décrivant le meurtre de membres de leurs familles ou de leurs voisins, le pillage de leurs biens, leurs déplacements forcés ainsi que l'extorsion dont elles font régulièrement l'objet par les forces



Mme Georgette Gagnon

de défense et de sécurité. "Ces femmes, hommes et enfants n'ont toujours pas reçu de réparation, et la justice tant civile que militaire n'a pas été rendue," a déploré Mme Gagnon, soulignant que les autorités ont l'obligation de servir et de protéger les populations.

Mme Gagnon a rappelé qu'en juin 2017, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a mandaté une équipe d'experts internationaux pour établir les faits et les circonstances concernant les violations récentes des droits de l'Homme dans les Kasais. L'équipe devrait arriver en RDC dans les prochaines semaines, et son secrétariat sera basé à Kananga. L'équipe travaillera de manière indépendante, conformément aux normes et aux pratiques internationales, pour enquêter sur les allégations de graves violations et abus impliquant les milices et les forces de sécurité de l'État.

Nécessité de préserver l'espace démocratique

L'espace nécessaire pour que le processus électoral soit crédible se réduit rapidement, a déploré Mme Gagnon, rappelant que les autorités locales, provinciales et nationales ont le devoir et la responsabilité de garantir le respect des droits aux libertés d'expression, d'association et de réunion, et de faciliter l'exercice de ces droits, conformément à la Constitution de la RDC. "Nous exhortons le Gouvernement à promulguer une loi forte qui protège les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que leur travail important, conformément aux normes internationales. Je demande aussi au Gouvernement de promulguer la loi sur les manifestations publiques". ■



Visite en RDC du Secrétaire général adjoint de l'ONU en charge de la sûreté et de la sécurité

Monsieur Peter Thomas Drennan, a effectué une visite de travail en République démocratique du Congo, au cours de la semaine du 04 au 10 septembre 2017. L'objectif de son séjour en RDC était de mieux appréhender le défi en matière de sûreté et de sécurité. A Kinshasa, M. Drennan a rencontré les ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur ainsi que les hauts responsables de la MONUSCO et les représentants de l'Equipe de pays des Nations Unies. Ensuite il s'est entretenu avec le personnel de la Mission à Kinshasa et à Goma, dans le Nord-Kivu. Il s'est également rendu à Kananga, dans le Kasai-Central.

La MONUSCO et le HCR apportent un soutien d'urgence aux réfugiés burundais à Kamanyola

La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo et le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) se sont mobilisés pour apporter un soutien de première urgence aux réfugiés burundais installés à Kamanyola, dans la province du Sud-Kivu. C'est suite aux affrontements meurtriers survenus le 15 septembre à Kamanyola, au cours desquels 38 réfugiés burundais (24 hommes, 13 femmes et un enfant) et un soldat congolais ont été tués et plus d'une centaine de personnes blessées.

Par Alain Likota/MONUSCO



David Gressly échangeant avec des réfugiés burundais lors de sa visite à Kamanyola

La MONUSCO a immédiatement apporté les premiers secours et a distribué de la nourriture et de l'eau. Elle a également assuré la protection des quelque 1 500 réfugiés rassemblés à l'extérieur de sa base à Kamanyola, dans le Territoire de Walungu.

Au lendemain des affrontements, la MONUSCO et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont déployé des équipes sur le terrain pour aider et évacuer les blessés, le HCR fournissant également un soutien psychosocial.

La Mission onusienne a évacué par

hélicoptère et par la route 32 réfugiés burundais grièvement blessés de Kamanyola vers les hôpitaux de Goma et Bukavu. *“Nous continuerons à protéger les personnes qui en ont besoin et à encourager le dialogue afin de faciliter une résolution pacifique de la situation, respectueuse de la dignité humaine”*, a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Maman Sidikou.

La MONUSCO a également soutenu les premiers efforts de médiation, lesquels ont été renforcés par la visite, le 18 septembre à Kamanyola, du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU. David Gressly, accompagné de représentants du HCR, s'est entretenu avec les autorités locales ainsi qu'avec les réfugiés burundais afin de résoudre la question de l'enregistrement complet et de la réinstallation ultérieure des réfugiés loin de la frontière burundaise, et ceci conformément aux lois et politiques internationales et nationales.

La MONUSCO mène également des enquêtes, y compris une enquête sur les violations des droits de l'Homme, pour établir les circonstances exactes de ces actes violents. La Mission onusienne condamne l'usage excessif de la force qui a résulté en un nombre élevé de victimes civiles, y compris des femmes et des enfants. Elle réaffirme que les forces de sécurité devraient disposer de moyens et de la formation nécessaires pour utiliser des techniques non létales dans les opérations de maintien de l'ordre public.

A Kamanyola, la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) avait déjà enregistré 2005 Burundais ayant fui leur pays depuis 2015. Ces derniers craignent pour leur vie et demandent de garantir leur protection dans le nouveau site qui sera désigné. ■

La princesse Caroline de Monaco

La Princesse Caroline de Monaco et sa délégation en visite dans l'Est de la RDC. Caroline de Monaco s'est rendue dans le camp de déplacés de Mungote, à Kitshanga, en territoire de Masisi, province du Nord Kivu. Les femmes déplacées de ce camp lui ont présenté quelques problèmes notamment des violences sexuelles auxquelles elles font face mais aussi leur inquiétude face au manque de vivres et autres problèmes quotidiens. Elle a écouté leurs doléances en promettant d'y prêter toute l'attention nécessaire. Ensuite, la Princesse s'est rendue à l'hôpital Heal Africa, à Goma, où elle a posé la première pierre pour la construction d'un centre de santé. ■





La MONUSCO déploie des troupes pour protéger les civils à Uvira

Les forces de la MONUSCO (contingent Pakistanais) dans les rues d'Uvira de jour comme de nuit pour assurer la protection des populations civiles

Dans un communiqué publié le jeudi 28 septembre à Kinshasa, la Mission de de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a annoncé « avoir rapidement déployé hier [mercredi 27 septembre] des troupes sur le terrain à Uvira afin de dissuader toute attaque contre la ville ».

✎ Par Tom Tshibangu/MONUSCO

Ce déploiement est intervenu “en réponse à des affrontements entre de présumés groupes armés et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans la cité d'Uvira (Province du Sud-Kivu)”, et visait à “éviter l'escalade du conflit”. Le commandant-adjoint de la Force de la MONUSCO était sur place à Uvira afin de superviser la situation.

“Cette réponse robuste est guidée par notre mandat. La MONUSCO est fermement engagée à la protection des civils, y compris les groupes vulnérables tels que les réfugiés et personnes déplacées”, a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Maman Sidikou.

“J'exhorte les groupes armés à cesser immédiatement ces hostilités, y compris toute forme de violence contre les autorités constituées et les populations civiles innocentes. Tous les auteurs, en particulier

ceux qui parrainent des groupes armés ainsi que ceux qui ont des responsabilités de commandement, seront tenus responsables de violations des droits de l'homme”, a ajouté le chef de MONUSCO.

Le même mercredi 27 septembre, le calme est revenu à Uvira dans l'après-midi, après des tirs nourris à la mitrailleuse et à l'arme lourde, entendus sur les collines surplombant la ville. Le Commandant des opérations Sokola 2 des FARDC au Sud-Kivu, le général Gustave Bwange Safari a parlé d'une tentative d'attaque de la ville par des éléments Maï-Maï, avant d'assurer que le danger a été repoussé par l'armée congolaise.

Sur le terrain, le Commandant adjoint de la Force de MONUSCO, le général Bernard Commins, a rencontré le Commandant de la 3^{ème} zone de Défense, le général Kasereka et le Commandant des opérations Sokola 2, le général Bwange Safari. A l'issue de cette réunion, quelques mesures tactiques

rapides ont été prises pour arrêter l'avancée des miliciens et assurer la protection des populations civiles.

Le jeudi 28 septembre, les FARDC, avec l'appui de la MONUSCO, ont repoussé une nouvelle attaque lancée par les miliciens dans la matinée contre la ville d'Uvira. Selon l'armée congolaise, les miliciens ont tenté de prendre la ville d'Uvira en empruntant la voie lacustre à bord de cinq embarcations en bois. Ils ont été repoussés à plus de 25 km de la ville.

D'après le porte-parole de l'armée au Sud-Kivu, le major Louis Claude Tshimwanga, les miliciens avaient de nouveau tenté de prendre la cité d'Uvira en empruntant la voie lacustre à bord de cinq embarcations en bois. Ils ont été repoussés à plus de 25 km de la ville.

Cette situation a paralysé toutes les activités à Uvira, la seconde plus grande ville de la Province du Sud-Kivu. ■

L'ONU déplore la «dégradation inquiétante» de la situation des droits de l'Homme en RDC

Dans son rapport publié mardi 26 septembre, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme déplore la «dégradation inquiétante» de la situation des droits de l'Homme en République démocratique du Congo (RDC). Ce document couvre la période allant de juin 2016 à mai 2017. Toutefois, les Nations Unies soulignent les efforts entrepris par le Gouvernement congolais notamment dans la lutte contre les violences sexuelles et la libération des prisonniers politiques ou d'opinion.

Par ONU News

Le Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme note en une année une forte augmentation du nombre de violations des droits civils et politiques qui a débuté en 2015. Le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'Homme (BCNUDH) a documenté pendant cette période 1 080 violations liées à des restrictions de l'espace démocratique.

L'ONU regrette aussi la restriction des libertés fondamentales, notamment l'interdiction des manifestations publiques dans les localités principales de la RDC. Cependant, l'application de cette mesure a «varié selon l'appartenance politique des organisateurs».

Usage excessif et disproportionné de la force

Selon le rapport de l'ONU, plusieurs manifestations organisées pour contester le pouvoir en place ont été réprimées par un usage excessif et disproportionné de la force, y compris létale.

Les Nations Unies prennent pour exemple les manifestations du 19 septembre 2016, de l'Opposition et de la société civile pour exiger de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) la convocation de la présidentielle et des législatives.

Kamuina Nsapu : situation alarmante

La dégradation de la situation des droits de l'Homme dans les Provinces du Kasaï au cours de la période examinée est alarmante, fait savoir le rapport de l'ONU. Depuis la mort du chef traditionnel, tué en août 2016 par des militaires, les activités des miliciens se sont répandues dans les Provinces de l'espace Kasaï.

Suite à ces actions, les forces de défense



Zeid Ra'ad Al Hussein, Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme

et de sécurité aurait répondu de manière disproportionnée aux actions de cette milice, ciblant des personnes suspectées d'être affiliées aux Kamuina Nsapu et causant au moins 548 victimes d'exécutions extrajudiciaires, dont 34 femmes et 153 enfants, selon le BCNUDH.

Au 31 mai 2017, le BCNUDH avait en outre confirmé la présence de 42 fosses communes dans les provinces du Kasaï central et du Kasaï oriental.

À partir d'avril 2017, ces violences ont alimenté des tensions intercommunautaires, notamment dans le Territoire de Kamonia (Kasaï), entre Tshokwes/Pendes – accusés de soutenir les forces de défense et de sécurité congolaises – et Lubas/Lulus – accusés d'être des sympathisants des Kamuina Nsapu.

Efforts du gouvernement

L'ONU dit saluer les efforts du gouvernement dans l'amélioration de la situation des droits de l'Homme, notamment en ce qui concerne la lutte contre les violences sexuelles et l'application des mesures de décriminalisation adoptées dans l'Accord du 31 décembre 2016.

«Le 11 octobre 2016, le Gouvernement a adopté un plan d'action de la Police nationale congolaise pour la lutte contre les violences sexuelles et la protection de l'Enfant», se réjouit l'ONU.

Le Haut-commissaire salue également la condamnation, pendant la période examinée, d'au moins 106 militaires et 36 agents de police, pour des actes constituant des violations des droits de l'Homme, soit une baisse par rapport à la période précédente, alors qu'une hausse significative des condamnations de combattants de groupes armés a été notée.

Recommandations

Le Haut-commissaire de l'ONU formule 15 recommandations à la RDC pour «ouvrir l'espace démocratique et mettre un terme aux violations des droits de l'homme, conditions essentielles à l'organisation des élections crédibles».

Libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers politiques et/ou d'opinion ; et garantir la protection des libertés fondamentales de toute personne, y compris des opposants politiques, des journalistes et autres acteurs de la société civile

Mettre un terme à l'interdiction de manifester imposée de fait sur l'ensemble du territoire ; limiter l'utilisation d'armes létales par les forces de défense et de sécurité lors d'opérations de gestion de foules et ne recourir à la force qu'en dernier recours ;

Augmenter la participation des femmes dans le domaine politique ; garantir le respect du droit à un procès équitable pour tous les accusés ; et s'assurer que les auteurs de violations des droits de l'homme sont jugés sans délai excessif et dans le respect des droits de la défense ; agir sur les causes encourageant ou perpétuant les actes de violence contre les femmes – en particulier les violences sexuelles et assurer que des mesures judiciaires globales sont prises pour y remédier. ■



Miroslav Lajčák (au centre), Président de la 72^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, avec à ses côtés le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et la Secrétaire générale adjointe Catherine Pollard. Photo ONU/Kim Haughton

Assemblée générale des Nations Unies

Le coup d'envoi de sa 72^{ème} session a été donné le 12 septembre, au siège de l'ONU à New York

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'est félicité de l'élection de M. Lajčák au poste de Président de l'Assemblée générale, au moment où, confrontées à de multiples défis, les populations du monde entier attendent de l'ONU toujours plus. C'est la raison pour laquelle « des réformes systémiques sont nécessaires en vue d'obtenir des résultats plus concrets de l'Organisation ». Le nouveau Président de cet organe a promis de faire « entendre les voix de ceux qui ont le plus besoin de l'ONU. Les hommes et les femmes qui ont le plus besoin de l'ONU ne sont pas dans cette salle. Ils ne sont pas impliqués dans la négociation des résolutions. Ils ne prennent pas la parole lors des réunions de haut niveau », a déclaré Miroslav Lajčák. « C'est l'une des tâches de l'Assemblée générale de faire en sorte que leurs voix sont entendues ». M. Lajčák a rappelé que l'ONU avait été créée pour une « raison simple » : servir ceux qui veulent la paix, une vie décente et une planète durable.

✉ Par Aïssatou Laba Toure/MONUSCO

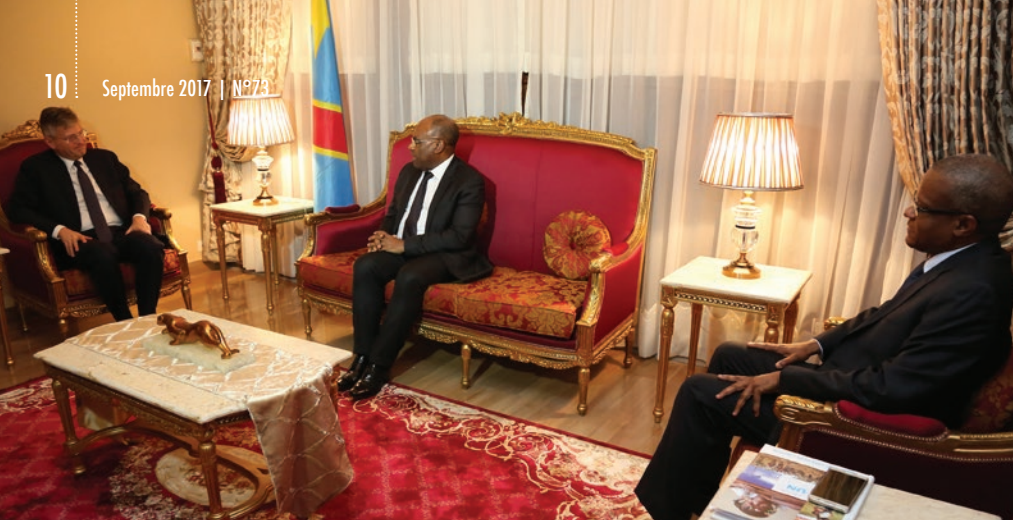
Le Secrétaire général a relevé, parmi les faits saillants de la 71^e session de l'Assemblée générale qui s'est clôturée le lundi 11 septembre, la réunion de haut niveau sur les vastes mouvements de réfugiés et de migrants, qui a conduit à l'adoption de la Déclaration de New York. Un an après, de hauts responsables de l'Organisation ont appelé mercredi 13 septembre les gouvernements à s'assurer que les nouveaux pactes mondiaux actuellement en cours de négociation soient solides et centrés sur les droits des personnes en déplacement. La Déclaration de New York « a ouvert la voie aux deux pactes mondiaux qui doivent être adoptés en 2018, l'un pour les réfugiés et l'autre pour une migration sûre, ordonnée et régulière », a souligné le Secrétaire

général de l'ONU, António Guterres, lors d'une réunion marquant le premier anniversaire de l'adoption de la Déclaration de New York, en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies. Selon M. Guterres, le pacte mondial sur les réfugiés aidera la communauté mondiale à trouver des moyens plus équitables pour partager la responsabilité en matière de réfugiés, y compris le soutien aux pays et aux communautés qui les accueillent. Le pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière cherchera à renforcer la coopération internationale en matière de migration et à attirer l'attention sur les migrants, les personnes qu'ils quittent et les communautés qu'ils rejoignent.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement des

193 pays membres de l'ONU ont pris la parole à la tribune pour exposer leurs vues sur la situation sécuritaire mondiale et exhorter l'Organisation à faire plus pour les démunis. Intervenant à la 72^{ème} Assemblée générale, le samedi 23 septembre, à New York ; le Chef de l'Etat congolais a exposé la situation du processus électoral ainsi que les avancées réalisées, avec près de 42 millions d'électeurs enrôlés. Sans avancer une date pour la tenue des élections, Joseph Kabila a annoncé que la RDC était « en marche irréversible vers les élections ».

En marge de la session, une réunion spéciale sur la RDC s'est tenue. Au menu, le soutien à l'Accord du 31 décembre 2016, le processus électoral et les mesures de décriminalisation en RDC. ■



Jean-Pierre Lacroix (g) accompagné de Maman Sidikou (d), s'entretient avec Léonard She Okitundu (c) lors de sa dernière visite en RDC, en juin 2017

Processus électoral en RDC :

Une nouvelle initiative ONU - UA d'appui pour la tenue des élections conformément à l'Accord de la Saint-Sylvestre

Le 19 septembre, s'est tenue, en marge de la 72^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations-Unies à New-York, une réunion ad hoc sur les préparatifs des élections en République démocratique du Congo. Cette réunion a été présidée par Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint en charge des Opérations de maintien de la paix de l'ONU. Étaient présents, les représentants de l'Union Africaine, de l'Organisation internationale de la Francophonie, de la SADC, de la CEEAC, de la France, des USA, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Chine, des Pays-Bas, de l'Union européenne, de la CIRGL, du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC et du Ministre des Affaires étrangères de la RDC. Résumé de cette importante rencontre.

✎ Par Tom Tshibangu/MONUSCO

Selon le compte-rendu publié à l'issue de la rencontre, les participants se sont mis d'accord sur une approche impliquant l'ONU, l'Union Africaine, l'Organisation Internationale de la Francophonie et la Communauté de Développement d'Afrique Australe, notamment par la mise en place d'une équipe de coordination d'experts pour faciliter la mobilisation de l'appui politique, technique, financier et logistique requis, en conformité avec la résolution 2348 (2017), afin d'assister la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), et d'appuyer les préparatifs des élections.

Respect de la Constitution et de l'Accord politique du 31 décembre 2016

Les participants ont salué l'engagement

exprimé par les autorités de la République Démocratique du Congo de respecter la Constitution et ont mis l'accent sur la nécessité d'évoluer dans la mise en application des mesures de décrispations afin de créer des conditions favorables à la poursuite et l'aboutissement heureux du processus électoral. Ils ont réaffirmé le rôle incontournable de l'Accord de la Saint-Sylvestre et la nécessité de sa mise en œuvre rapide et totale afin de baliser la voie pour la tenue d'élections libres, justes, pacifiques et crédibles en RDC.

Des mesures de décrispation supplémentaires

Les participants ont souligné que la mise en œuvre rapide et totale de l'Accord de la Saint-Sylvestre est primordiale pour

appuyer la légitimité des Institutions de la transition. A cet effet, les participants ont exhorté les acteurs congolais à redoubler leurs efforts pour préparer la tenue des élections présidentielle et législatives libres, justes, pacifiques et crédibles dans les délais prescrits, conformément aux dispositions de l'Accord de la Saint-Sylvestre et prendre des mesures de décrispation supplémentaires, en conformité avec l'Accord, afin de créer un environnement propice à la réussite du processus électoral.

Le soutien apporté à la CENI

La réunion a reconnu les progrès réalisés par la CENI, notamment dans l'enrôlement des électeurs avec l'appui de la MONUSCO et le monitoring de l'Organisation Internationale de la Francophonie et a souligné la nécessité de publier le calendrier électoral dans les meilleurs délais et d'allouer un budget conséquent, conformément à l'Accord de Saint-Sylvestre. Les participants ont pris acte de l'engagement des autorités de la RDC de financer le cycle électoral en cours, en dépit des contraintes budgétaires auxquelles le Gouvernement fait face. Ils ont aussi encouragé les bailleurs à financer le Fond multipartenaire consacré au Projet d'Appui au Cycle Electoral au Congo (PACEC) afin d'appuyer le processus électoral dès qu'on se mettra d'accord sur les éléments essentiels et les formaliseront.

Concernant la situation sécuritaire, la réunion a souligné la nécessité de respecter scrupuleusement les droits de l'Homme et de redoubler les efforts pour la lutte contre l'impunité en RDC, surtout en rapport avec les tueries des civils par les acteurs étatiques et non-étatiques ; pour sa part, l'ONU a réitéré son engagement d'œuvrer de manière constructive aux côtés des autorités Congolaises pour relever les défis persistants à cet effet.

Les participants ont également exprimé leurs préoccupations face à la crise sécuritaire et humanitaire en RDC exacerbée par les activités de déstabilisation menées par les groupes armés étrangers et locaux et ont appelé à une coopération régionale renforcée pour répondre aux cycles de violence récurrents à travers le Mécanisme Régionale de suivi dont la réunion est prévue le 19 octobre à Brazzaville, République du Congo. Ils ont aussi appelé à la poursuite de l'appui international pour assurer l'assistance humanitaire en RDC, et ont souligné la nécessité d'apporter un appui global afin d'alléger la souffrance de la population et des pays qui reçoivent les réfugiés congolais. ■

Commémoration de la Journée internationale de la Paix à Kinshasa et dans les secteurs

Chaque année, le monde célèbre la Journée internationale de la paix le 21 septembre. Cette journée a été par l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de renforcer l'idéal de paix, tant au sein des pays et qu'entre les pays eux-mêmes. Le thème de cette année, "Ensemble pour la paix : Respect, dignité et sécurité pour tous", a été choisi pour mettre à l'honneur la Campagne "Ensemble", une initiative mondiale des Nations Unies qui favorise le respect, la sécurité et la dignité pour toute personne forcée par les circonstances de fuir son domicile ainsi que ceux à la recherche d'une vie meilleure. En RDC, l'ensemble de la famille onusienne a commémoré cette journée à travers toute l'étendue du pays.

Par Yulu Alphonse Kabamba/MONUSCO

A Kinshasa, parmi les activités de sensibilisation et de réflexion organisée dans le cadre de cette journée, on retiendra: la cérémonie officielle; l'atelier pour les représentants des confessions religieuses sur leur apport au processus démocratique en RDC; la réunion de sensibilisation avec les jeunes du district de la Tshangu, en coordination avec la



A Kongolo, dans le Tanganyika, une élève décline un poème sur la paix lors de la commémoration de la Journée internationale de la Paix.

section des affaires civiles de la MONUSCO, sur la perception de la paix, la prévention des conflits et la cohabitation pacifique. Dans son message lors de la cérémonie officielle qui s'est tenue à UTEXII, David Gressly, Chef adjoint de la MONUSCO chargé des Operations dans l'Est et de l'état de droit, a appelé "les forces vives de la RDC et la communauté internationale à "penser aux solutions qu'il faut pour aboutir à l'obtention de la paix, la prospérité et la sécurité pour tous en RDC" et a demandé aux Congolais "de travailler ensemble pour le retour de la paix, notamment dans l'espace Kasai".

A Kananga, au Kasai-Central, environ 500 personnes se sont rassemblées sur la place de l'Indépendance pour communier et s'engager pour la Paix, un an après les violences et répressions qui ont secoué la région. "Agir de manière isolée ne nous conduira pas à cet objectif de paix, c'est ensemble que nous allons y arriver. Cet engagement doit être pris par toutes les forces vives du Kasai afin de pérenniser ce climat de paix qui lui font tant de bien", a souligné Charles Frisby, Directeur du Bureau de la MONUSCO Kananga, pour ouvrir la cérémonie. Inspirés par cette déclaration, les représentants de la jeunesse, des Associations des femmes et le président du Barreau de Kananga se sont eux-mêmes engagés à participer à cette reconstruction en faveur de la paix retrouvée au Kasai. Le barreau de Kananga, pour sa part, s'est engagé à apporter gratuitement et sans frais, mais avec dévouement, l'assistance judiciaire aux personnes indigentes devant les cours et tribunaux

A Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, cette journée a vu des élèves accueillir leurs homologues rwandais venus de la ville frontalière de Gisenyi, soit au total un millier de jeunes qui se sont rassemblés au stade les Volcans de Birere,



David Gressly prononçant son discours lors de la cérémonie officielle de commémoration de la Journée Internationale de la Paix, à Kinshasa



Séance de sensibilisation des jeunes du district de Tshanga, à Kinshasa

pour cette célébration. Pour ces jeunes, la paix est un impératif. *"La paix est une grande chose qui manque ici en Afrique et au monde. Il faut d'abord penser que nous sommes les mêmes. Et nous pouvons être les cultivateurs de cette paix,"* a déclaré Honolette Umtonewase, une jeune rwandaise. Le Chef de Bureau de la MONUSCO pour le Nord-Kivu était représenté à cette cérémonie par Miriam Moeller. Celle-ci a pour sa part souligné les progrès réalisés au cours des dix dernières années dans la consolidation de la paix dans l'Est du pays, estimant toutefois que *"il y a encore beaucoup de défis, surtout avec cette phase d'élections"*.

A Oicha, en Territoire de Beni, dans le Nord-Kivu, la célébration de cette journée s'est déroulée au sein de la base du contingent malawite de la MONUSCO. L'occasion pour les représentants des sections substantives de la Mission, en compagnie des soldats du contingent malawite, de répondre aux préoccupations sécuritaires soulevées par l'assistance, constituée de journalistes et de membres du Centre d'apprentissage de l'anglais. Tout en notant des avancées obtenues dans la lutte contre les rebelles ougandais des ADF, les membres du contingent malawite ont souligné le caractère asymétrique de cette lutte, insistant sur la nécessité d'avoir la collaboration des populations dans cet effort.

Par ailleurs, quatre vainqueurs ont été primés à l'issue d'un concours de dessin sur la problématique de la paix, organisé à l'intention des élèves par l'Unité de police constituée indienne (INDFPU) en collaboration avec l'ONG locale Jeune Chambre Internationale.

A Uvira, dans le Sud-Kivu, un café de presse a réuni les représentants des médias locaux autour du responsable du bureau de l'Information publique de la MONUSCO. La situation sécuritaire dans les territoires d'Uvira et de Fizi était au cœur des échanges. Les derniers événements de Kamanyola ayant causé la mort d'au moins 36 réfugiés burundais, l'assistance apportée aux victimes par la MONUSCO et les mesures prises pour éviter ce genre de drame à l'avenir, ont été portés à la connaissance des chevaliers de la plume pour une bonne sensibilisation de la population. Outre les informations sécuritaires, la rencontre a surtout permis aux journalistes d'être informés sur le travail abattu par les sections substantives dans la mise en œuvre du mandat de la Mission. Qu'il s'agisse du réseau d'alerte précoce mis en place par la section des Affaires civiles ou de la stratégie opérationnelle de lutte contre l'insécurité à Uvira



Atelier interactif de sensibilisation des jeunes du Nord-Kivu sur leur implication dans la recherche de la paix

(SOLIUV) pilotée par la police des Nations Unies avec la Police Nationale Congolaise, la presse a été édifiée sur le travail de la MONUSCO en matière de protection des populations civiles.

A Kongolo, dans la province du Tanganyika, cette célébration a eu lieu au stade Pierre Ngoy, mettant l'accent sur les expériences de cohabitation pacifique entre les communautés et la protection des personnes déplacées suite au conflit intercommunautaire Twa/Bantou. Seul, le territoire de Kongolo a été épargné par le conflit et a reçu de nombreuses personnes déplacées qui y ont trouvé refuge. Des jeunes venus de Kalemie, à 390 km de là, se sont associés à ceux de Kongolo pour offrir aux populations un concert de musique ponctué de messages de paix et de solidarité. Madame la Ministre provinciale du Genre, Famille, Enfants et Action Humanitaire, qui a procédé au lancement de ce concert, a exhorté les populations à cultiver la paix et s'est dite engagée à soutenir toutes les actions en faveur de la paix. ■



A Kongolo, dans le Tanganyika, un groupe de danseurs traditionnels exécute une danse folklorique à l'occasion de cette journée.

l'ONU « doit être un instrument pour une vague diplomatique pour la paix »

À l'occasion de la tenue de l'Assemblée générale des Nations Unies pour sa session annuelle de haut niveau réunissant chefs d'État et de Gouvernement du monde entier à New York, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a rencontré ONU Info pour discuter du rôle de l'Organisation dans un monde confronté à des défis complexes. Affirmant que l'ONU « doit être un instrument pour une vague diplomatique pour la paix », le Secrétaire général évoque dans cet entretien comment il travaille avec la communauté internationale pour faire en sorte que les parties en conflit constatent que « personne ne gagne » dans les guerres d'aujourd'hui.

✂ Propos recueillis par ONU Info

Avec tous les défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui - le terrorisme, l'extrémisme, la crise des réfugiés-, quelle est votre vision du rôle que l'ONU doit jouer dans le monde d'aujourd'hui ?

L'ONU doit tout d'abord être un instrument pour une vague diplomatique pour la paix. Face à toutes les crises auxquelles nous sommes confrontés - du Mali au Soudan du Sud en passant par la Libye, la République centrafricaine, la Syrie, l'Afghanistan et la Somalie - nous faisons tout notre possible pour convaincre les parties à ces conflits et ceux qui ont une influence, qui soutiennent ces parties au conflit, que ce sont des guerres que personne ne gagne et que tout le monde perd. Il est absolument essentiel qu'ils oublient leurs différences, leurs intérêts contradictoires et qu'ils se réunissent vraiment pour mettre un terme à ces séries tragiques de crises, de violences et de conflits. Parce que ces conflits sont de plus en plus interconnectés et liés au terrorisme mondial. Nous devons donc lutter contre les terroristes là où ils sont et nous devons nous attaquer aux causes profondes du terrorisme. Cela signifie résoudre les conflits et en même temps construire des sociétés cohérentes, où les gens sentent qu'ils appartiennent, où ils ne se sentent pas victimes de discrimination et où l'on respecte les droits humains afin d'assurer que les organisations terroristes aient de plus en plus de mal à recruter des personnes...

Nous voyons les effets du changement climatique dans le monde entier. Quel est votre message pour tous les acteurs - gouvernements, société civile, citoyens - sur ce phénomène et les objectifs de développement durable (ODD) ?

Tout d'abord, le changement climatique est indéniable aujourd'hui. Nous voyons

des vagues de chaleur, des inondations dramatiques - en Sierra Leone, en Inde, au Népal. Il y a toujours eu des inondations dans le passé, mais maintenant les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes, plus intenses et avec des conséquences plus dévastatrices. Nous voyons les déserts progresser. Nous voyons les glaciers diminuer. Nous voyons le niveau de la mer augmenter. Le changement climatique représente donc clairement une menace pour nous tous. Pour le combattre, nous avons aujourd'hui un instrument important - l'Accord de Paris. Nous devons veiller à ce que tous les pays s'engagent dans cet [accord]... En même temps, nous devons constater qu'il existe un lien clair entre le changement climatique et le développement et la durabilité du développement. Ainsi, le Programme 2030, les Objectifs de développement durable, sont le programme mondial accepté par tous les États membres pour une mondialisation équitable. Une mondialisation qui ne laisse personne

derrière, contrairement à ce qui s'est passé récemment, où nous voyons beaucoup de régions touchées négativement par le progrès technologique ou la mondialisation...

Sur la question de la parité entre les sexes, vous avez promis de renforcer cette parité au sein du système des Nations Unies lorsque vous avez pris vos fonctions. En ce qui concerne ces derniers mois, êtes-

vous satisfait des progrès réalisés jusqu'à maintenant ? Et quels sont vos projets ?

J'ai nommé des membres du Groupe de gestion de haut niveau, qui est le niveau supérieur de l'Organisation des Nations Unies. Entre les nominations et le renouvellement des mandats nous avons 19 femmes et 17 hommes, ce qui signifie que je prends au sérieux la parité dans les décisions que je peux prendre. Et nous aurons, à la fin de mon mandat, et c'est un engagement très fort, une parité complète au niveau des Secrétaires généraux adjoints et des Sous-secrétaires généraux à tous les niveaux, dans toute



M. Guterres parle avec des écoliers lors d'une visite au camp de réfugiés de Za'atari, en Jordanie, en mars 2017. Photo ONU/Sahem Rababah

l'Organisation. Nous venons d'approuver une feuille de route pour la parité que nous allons maintenant soumettre aux États membres dans les domaines où les États membres doivent prendre des décisions. Il s'agit d'atteindre cette parité en 2023 dans la majorité des secteurs de l'ONU et une parité complète en 2028 pour tout le personnel international. C'est donc un engagement fort... ■

La Culture de la paix

Les Nations Unies la définissent comme consistant « en des valeurs, des attitudes et des comportements qui reflètent et favorisent la convivialité et le partage, fondés sur les principes de liberté, de justice, de démocratie, du respect des droits de l'Homme, de la tolérance et enclins à prévenir les conflits, en s'attaquant à leur causes profondes et à résoudre les problèmes par la voie du dialogue et de la négociation »

✎ Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO



Plus simplement, la culture de la paix vise à promouvoir les valeurs, les attitudes et comportements tendant à rechercher des solutions pacifiques aux problèmes. En somme cultiver la paix revient à pratiquer en permanence la prévention de conflit. Les conflits ne sont donc pas inévitables, mais avec une volonté politique, un appui de la communauté internationale et des moyens, il est parfaitement possible de désamorcer des tensions et ainsi d'épargner des souffrances aux populations.

Mais nous savons tous que pour une paix durable, il faudra un changement de comportements, de mentalités et de pratiques. La paix n'est pas qu'un simple mot, c'est un ensemble de bons comportements que l'on cultive. Lorsque les pères fondateurs de l'UNESCO proclamaient, dans l'acte constitutif de cette Institution, que : *"les guerres prenant naissance dans l'esprit*

des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix", ils affirmaient une vérité qui a trouvé toute sa quintessence ces 20 dernières années.

L'enracinement d'une culture de la paix est un rempart contre les explosions, les conflits armés et les crises récurrentes qui ont bloqué la marche en avant de l'Afrique vers un développement harmonieux. L'application de ce concept consiste à amener les populations à une prise de conscience sur l'idée que La paix, l'unité, la démocratie et le développement dépendent de l'engagement de chacun. L'exigence à la culture citoyenne, à la culture démocratique, à la bonne gouvernance, en somme la culture de la paix doit devenir une exigence sociale, un moyen de l'épanouissement des citoyens, un facteur d'intégration et de consolidation autour d'une volonté de vie commune. L'école peut

par exemple être un creuset de la culture de la tolérance, du civisme, du respect de la vie et de la personne humaine. Un travail de sensibilisation ou encore d'éducation civique peut y être mené dans ce sens.

Mais toute recherche de paix et de stabilité a une dimension culturelle. C'est la raison qui nous amène à penser que, pour ce qui concerne par exemple des pays comme la RDC, une révolution culturelle est certainement nécessaire pour arriver à un degré de stabilité comparable à celui des pays africains qui sont aujourd'hui montrés en exemple en matière de paix et d'évolution vers le développement. Cependant, une révolution culturelle peut être longue à venir si les populations elles-mêmes ne comprennent pas que ce qui les freine et les mène vers la violence pour gérer les conflits et régler les problèmes est d'abord en elles. C'est pourquoi, nous pensons que les y amener petit à petit n'est pas un travail inutile. Il s'agit de faire comprendre et accepter le fait que :

- Les valeurs culturelles sont certes à sauvegarder, mais s'il y en a, parmi elles, qui sont des vecteurs de violence et elles sont à bannir ;

- La tradition n'a pas toujours raison car ce n'est pas parce qu'on fait quelque chose depuis la nuit des temps que c'est à conserver ;

- Il faut savoir se remettre en cause, pour extirper d'une société les éléments nuisibles ;

- La conscience sociale consiste à se faire violence pour adhérer à une cause commune pour le bien-être de tous.

Nous croyons que l'intensification des campagnes de sensibilisation pour une culture de la paix peut donner des résultats visibles sur le terrain à court, moyen et long terme. Alors, les effets attendus seront : la modification du mode de penser, la diminution des comportements nocifs, une vie pacifiée et échanges en toute confiance entre populations et décideurs. ■

La recherche de la paix dans le Tanganyika

Depuis 2012, la paix est troublée dans le Tanganyika. Créée par la Loi Programmation no 15/004 du 28 février 2015 déterminant les modalités d'installation des nouvelles provinces, le Tanganyika a hérité d'une situation de conflit entre les Bantous et les Pygmées. C'est le constat fait par Kipimo Emmanuel, chef des travaux à l'Université de Kalemie et partenaire de l'Information publique dans la sensibilisation sur la paix.



Kipimo Emmanuel : Chef de Travaux à l'Université de Kalemie, Faculté de Sciences Sociales, Politiques et Administratives ; et partenaire de SCPID dans les activités de sensibilisation

✉ Par Kipimo Emmanuel*

Le gouvernement provincial, la MONUSCO et les ONG engagées pour la paix ont travaillé durement pour pacifier la Province. Le gouvernement provincial a organisé plusieurs séances de pacification dont la plus grande est le Forum pour la Paix et la Réconciliation dans la Province tenu du 22

au 24 février 2017 à Kalemie. La MONUSCO a mis en œuvre un certain nombre de mécanismes pour faire baisser la tension et contenir les menaces ; notamment l'appui logistique de moyens de transport constitués des véhicules et hélicoptères pour faciliter le déplacement dans les différents coins de la Province et l'organisation de plusieurs

assises pour la réconciliation dite «Barza» (mot qui vient de la swahili signifiant une structure de dialogue pour la réconciliation et cohabitation pacifique entre les parties en conflit, en désaccord aux sociétés africaines) à Manono, Kabalo, Kongolo et Moba. Les ONG œuvrant pour la paix comme la CDJP (Commission Diocésaine de Justice et Paix) se sont déplacées pour sensibiliser les deux communautés (Twa et Bantous) dans leur milieu sur la réconciliation.

Malgré tous les moyens logistiques mis à la disposition des acteurs de la paix ci-dessus et les séances de pacification organisées dans les différents Territoires depuis le début de conflit Bantou Pygmées, la paix n'est pas revenue dans le Tanganyika. Alors pourquoi ce conflit persiste et quels sont les mécanismes ou stratégies à mettre en œuvre pour que la paix durable revienne dans la province du Tanganyika.

Ce conflit persiste à cause de la pauvreté de la population des deux communautés et à cause de l'autorité de l'Etat peu présente dans les zones en conflit. La paix était initialement menacée par les milices d'autodéfenses des deux camps. Les pygmées conscients que leur dignité humaine n'est pas respectée (sous estimation, oppression, exploitation, esclavagisme, soumission aux travaux forcés et durs à faible rémunération) par les Bantous ont dit "Non" face à cette situation et ont refusé de payer la redevance coutumière qui leur était imposée par les Bantous luba, étant donné que leur revenu était faible. Devant ce refus de payer les redevances coutumières, les Bantous à leur tour, ont déclenché des traques, frappes et en cas de résistance des tueries contre les autochtones pygmées. Pour se défendre contre les atrocités Luba, les pygmées se sont accommodés dans les groupes d'autodéfenses, les milices en vue de sauver leur vie. Les Luba ont créé aussi leur milice d'autodéfense appelée "Eléments" pour combattre les pygmées.

Depuis un temps, les redevances coutumières ne sont plus dans les préoccupations des parties en conflits car elles ne sont ni exigées par les uns ni payées par les autres ; et la paix n'est pas revenue. Les miliciens pygmées attaquent les villages bantous à la recherche des vivres (manioc, maïs, poules, chèvres,...). Ils attaquent les pâturages bantous Bafulero et tuent des vaches dont la viande est vendue au marché pour se procurer des produits manufacturés (savon, sel, habits, souliers...). Les Bantous dont les villages et pâturages sont attaqués ripostent pour se protéger, protéger leurs biens et se venger contre les assaillants. Dans les zones en conflit, il y a des parties contrôlées



M. Kipimo participe comme orateur, à une séance d'information sur l'ONU lors de la Journée des Nations Unies, Edition 2015.

par les milices pygmées et celles contrôlées par les "Éléments" qui sont les miliciens bantous. Chaque milice érige des barrières sur la voie publique (route) et conditionne le passage des piétons, vélos, motos, véhicules et passagers transportés le droit de passage. Les piétons qui reviennent de leurs champs laissent le produit de champs (manioc, bote de légumes, patate douce, papaye...), les passagers transportés payent chacun un montant fixé selon le milieu et le trafic sur cette route. Les éléments se trouvant sur ces barrières portent les armes (les flèches par les miliciens pygmées et le pupu qui est une arme à feu de fabrication artisanale par les "Éléments" bantous. Souvent sur les routes de ces zones en conflit, il y a des coupeurs qui pillent les biens de passagers. Les pillages des villages, des pâturages et le fait d'ériger les barrières sur la voie publique et de conditionner le passage par le paiement d'un droit en nature attestent que les inciviques cherchent la survie. C'est un indice d'une population trop démunie, une population qui vit dans la pauvreté. La présence de l'autorité de l'Etat résoudrait ce problème d'insécurité, de conflit intercommunautaire et de détention illégale des armes par les milices. Seuls les militaires et les policiers doivent détenir les armes sous l'autorité établie par l'Etat.

Face à cette persistance des conflits, quelles stratégies mettre en œuvre afin que la paix revienne et qu'elle soit une paix durable pour booster le développement de la province. Nous proposons ce qui suit :



M. Kipimo échange avec les participants à la séance d'information de 2015.

- A la MONUSCO : d'œuvrer véritablement comme une Mission chargée de créer un climat de paix et de sécurité entre les peuples ; d'appuyer impartialement et objectivement les deux communautés pour éviter toute suspicion ; de déployer et augmenter sa force militaire qui opère conjointement avec l'armée et la police congolaise en vue de protéger les populations civiles, victimes des agressions de milices bantoues et pygmées ; de continuer d'appuyer tous les partenaires qui œuvrent dans l'assistance humanitaire aux populations vulnérables, victimes de ce conflit.

-Au gouvernement provincial: de se considérer comme premier protecteur de sa population ; de créer des coopérations et mutualités agropastorales intégrant toutes les deux communautés ethniques en vue de promouvoir et de consolider la solidarité organique et mécanique pour la cohabitation pacifique ; d'organiser le retour des déplacés et les sécuriser dans leur milieu d'origine afin que chacun reprenne son activité de production pour son revenu, d'installer les autorités de l'Etat dans les milieux d'origine des déplacés ; de faire en sorte que la décentralisation soit une opportunité d'intégration et un outil de développement de deux communautés ; de faire respecter et appliquer la Constitution en ses articles 10, 11, 12, 13, 40, 51 et 58.

- Aux Bantous : de considérer les pygmées comme leurs semblables et de respecter leur dignité humaine ; de cultiver le sens de l'amour du prochain ; de vivre en cohabitation pacifique avec les pygmées comme dans le passé ; de cesser les affrontements atroces et de regarder maintenant ce qui est important pour le développement de la province.

- Aux pygmées : de considérer le dialogue comme un moyen de revendication et de réclamation en cas de mésentente avec les bantous ; de se sédentariser et de se regrouper maintenant dans des structures sociales stables et permanentes (clans, groupements, chefferies ...) ; de se donner aux études à tous les niveaux (primaires, secondaires, supérieurs et universitaires) ; de se forcer d'être plus propres, hygiéniques et s'adapter au mode de vie moderne ; de savoir que le mariage est le sentiment mutuel entre deux personnes (hommes et femmes) qui s'acceptent de vivre ensemble ; de reconnaître que l'autorité coutumière relève de la compétence du pouvoir public conformément aux lois établies. ■

* Chef de Travaux à l'Université de Kalemie, Faculté de Sciences Sociales, Politiques et Administratives

Au-delà des mots, l'ambition d'une paix durable dans la région des Kasai

Un an après le début de violences qui l'ont endeuillé, les Kasai cherchent à se reconstruire et à rétablir une paix durable. Du 19 au 21 septembre, le Forum de la Paix, la Réconciliation et le Développement dans la région des Kasai avait pour objectif de « baliser le chemin pour le rétablissement d'une paix durable dans cette partie du pays » ainsi que l'a déclaré Joseph Kabila, Président de la République démocratique du Congo, lors de la cérémonie d'ouverture. Deux jours et demi de discussions intenses auront apporté une réconciliation symbolique permettant de tourner la page des violences et d'ouvrir la porte aux actions de reconstruction de cette paix durable tant désirée.

✎ Par Anne Herrmann/MONUSCO

Au cours du Forum de la Paix, les chefs coutumiers de l'espace Kasai ont scellé un Pacte de réconciliation, dont la signature avait déjà été annoncée dans le discours d'ouverture du Président de la République démocratique du Congo, au cours d'une cérémonie bien chorégraphiée. Ce Pacte, l'acte d'engagement d'éviter tout recours à la violence dans le règlement des conflits pris par les chefs coutumiers de la région des Kasais ainsi que les recommandations issues de ce Forum sont une avancée dont l'impact dépendra du soutien par les différentes couches sociales des Kasai.

Plus de 800 personnes de tous horizons ont participé à ce Forum. Les femmes du Kasai-Central, qui, après avoir plaidé pour leur participation, ont pu « donner leurs idées et contribuer au développement de l'espace Kasaien ». Nathalie Kambala, membre d'une structure féminine locale. Daniel Ntumba, coordonnateur de la Nouvelle Société Civile Congolaise du Kasai-Central, lui, a regretté le fait que « les commissions, qui étaient là pour



Une vue des participants au Forum

travailler, ont exclu certaines branches de la Société civile". Elie Mputu Kalamba, porte-parole du Rassemblement de l'Opposition au Kasai-Central, lui aussi, s'est dit pas totalement satisfait par ce Forum, notamment en raison de l'absence de certains également impliqués dans les dynamiques qui ont engendré les violences dans la région des Kasais. « Ce qui s'avère important ici et maintenant, c'est d'appliquer la justice comme le Chef de l'Etat a lui-même promis. Il faut que tous ceux qui ont contribué à la mort de nos frères et sœurs dans l'espace Kasaien soient sanctionnés et ceci donnera des contraintes aux uns et aux autres de ne plus reprendre de tels actes », a-t-il par ailleurs ajouté.

Finalement, quelles que soient les réactions concernant ce Forum de la Paix, la Réconciliation et le Développement, un accord semble se trouver sur le besoin de justice pour les auteurs des violences dans la région des Kasais : une justice réparatrice. C'est cette même conclusion qui avait amené le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a adopté le 23 juin dernier une résolution pour la nomination d'une équipe d'experts internationaux pour enquêter sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'Homme commises dans la région. Cette équipe d'experts internationaux sera bientôt dans la région des Kasais. Mais, comment apporter une justice réparatrice lorsque certains auteurs de violences ont été passés sous silence ?

Le Bâtonnier du Barreau de Kananga a apporté une réponse à cette question lors de la célébration de la Journée Internationale de la paix, le samedi 23 septembre. « Il ne peut y avoir de paix sans que les auteurs de graves violations des droits de l'Homme ne répondent de leurs responsabilités pénales et sans qu'aucun crime ignoble ne soit resté impuni. Le Barreau de Kananga est en outre convaincu qu'il ne peut y avoir répression et juste réparation sans juges indépendants et impartiaux et sans juridictions qui fonctionnent ».

Indépendance et impartialité des juges est une condition sine qua none de cette justice réparatrice, qu'elle soit rendue par une cour civile ou par une cour militaire. Ces mots doivent être une réalité pour toutes les victimes de ces violences, les victimes civiles et les victimes militaires, les victimes directes et les victimes indirectes, afin que se reconstruise durablement la cohabitation pacifique et la confiance dans l'Etat.

Une accalmie relative règne désormais dans l'espace Kasai. Avec l'appui logistique apporté à la CENI par la MONUSCO et le PNUD, le processus d'enrôlement des électeurs a débuté. La MONUSCO se concentre sur la protection des civils et la facilitation de l'accès humanitaire. D'ailleurs, les acteurs humanitaires ont noté lors de leurs récentes missions d'évaluation dans la région, le retour de 60 à 90 pour cent de la population dans certaines localités des provinces de la Lomami et du Kasai. ■



Marielle Ipanga : “La paix passe par la protection des populations”

Marielle Ipanga est élève à l’Institut Jaama Yetu, situé dans la Commune de la Katuba à Lubumbashi, dans la Province du Haut-Katanga. Ce 21 septembre 2017, elle assiste, avec près de 200 autres élèves âgés entre 14 et 18 ans, à une séance de sensibilisation organisée dans son école, par la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). La séance porte sur le mandat de la MONUSCO dans son volet protection des civils.

Par Nana Rosine Ngangoue/MONUSCO

Assise au fond de la salle, la jeune fille attend avec impatience la séance des questions-réponses. C’est donc sans surprise qu’elle est parmi les premiers à demander la parole après la présentation du mandat de la MONUSCO par l’officier chargée de la Communication Stratégique et de l’Information Publique de la MONUSCO. Marielle déclare avoir compris les priorités de la MONUSCO, à savoir la protection des civils et l’appui à la mise en œuvre de l’Accord du 31 décembre et au processus électoral en République démocratique du Congo. Elle émet cependant un doute sur l’efficacité de l’action de protection qui est au cœur du mandat de la MONUSCO. Elle dit ne pas comprendre pourquoi l’Est de la RDC n’est pas encore pacifié alors que la MONUSCO est dans son pays depuis des années. Lorsque Marielle évoque la situation dans son quartier, la Katuba, des applaudissements fusent dans toute la salle. Ses camarades partagent ainsi ses observations. “Le 19 décembre dernier, nous qui vivons ici dans la Commune de la Katuba, avons assisté à des spectacles effrayants. La population de notre Commune était descendue dans la rue, non pour troubler l’ordre public, mais pour revendiquer ses droits et exiger le départ du président Kabila, arrivé fin mandat. Vous dites que la MONUSCO est du côté du peuple et qu’elle protège les civils.

Nos parents, nos frères et nos sœurs ont été tués. La police a fait usage d’armes à feu et a tiré sur les manifestants à balles réelles. Le bilan, vous le connaissez très bien. Au regard de ces différents cas, nous et nos familles nous sommes sentis abandonnés. C’est pour cette raison que nous nous demandons ce que la MONUSCO fait exactement pour la protection des civils ?”.

Ces élèves vivent dans la Commune de la Katuba, une Commune réputée comme bastion de l’Opposition. Cette Commune a été il y a quelques mois, le théâtre d’échauffourées entre la population et les hommes en uniforme lors des manifestations publiques qui se sont soldées par des arrestations, des morts et des blessés. Certains élèves ont perdu leurs proches, et se disent abandonnés. Ces derniers comme d’autres habitants de cette municipalité, vivent dans une crise de confiance considérable contre le gouvernement et les hommes en uniforme.

Ainsi, ils ont profité de la toute première présence de la MONUSCO dans leur école pour comprendre le travail de la Mission, principalement en ce qui concerne la protection des civils. Ils se sont également interrogés sur l’avenir de leur pays, au cas où les élections n’étaient pas organisées dans les délais requis.

En réaction à toutes ces préoccupations des élèves, les responsables des différentes

Sections de la MONUSCO présents ont expliqué à l’auditoire ce que la responsabilité de la Protection des civils revient en premier lieu à l’Etat congolais, à travers ses forces de sécurité. La MONUSCO vient en appui au gouvernement de la République, à la police et à l’armée pour ce qui est de la protection des civils. Car la protection de toute la population est une mission dévolue à l’Etat congolais. Pour ce faire, la MONUSCO appuie la Police Nationale Congolaise en assurant des formations destinées à la rendre plus professionnelle pour qu’elle puisse protéger efficacement la population.

En outre, il a été clairement indiqué que la mission de Protection de la MONUSCO concerne notamment la protection des populations qui se trouvent sous la menace de violences physiques, en accordant une attention particulière aux personnes civiles déplacées, aux réfugiés etc. Le rôle de la MONUSCO est de prévenir, dissuader et empêcher tous les groupes armés et les milices locales d’infliger des violences aux populations civiles. Et dans le contexte des élections, la MONUSCO travaille à atténuer les risques pour les civils avant, pendant et après toute opération militaire. La Protection concerne également le fait de surveiller, signaler et faire suite aux violations et abus des droits de l’Homme, y compris les restrictions sur l’espace politique et la violence dans le contexte des élections. ■

Réduction des violences communautaires en Territoire de Nyunzu

L'ambiance était à la fête le 16 Août 2017 à Nyunzu, Territoire situé à 200 kms de Kalemie dans la Province du Tanganyika. En effet, cette date marque le lancement des projets de réduction de violence communautaire (RVC) soutenus par la MONUSCO.

✎ Par Marcelline Comlan/MONUSCO

La cérémonie a eu lieu sur l'esplanade du bureau de l'Administration territoriale en présence des autorités territoriales au grand complet, du personnel du Système des Nations Unies, MONUSCO et PAM ainsi que des habitants de la ville de Nyunzu. Le but de la cérémonie était de rendre officielle l'exécution des quatre projets de réduction de violence communautaire dans ce Territoire démarrés en juin 2017 par les partenaires locaux, notamment la Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP), les ONG African Initiatives for Relief and Development (AIRD) et Save Congo. Les projets ont été conçus essentiellement pour promouvoir la paix, la cohabitation pacifique et la cohésion sociale entre les communautés Twa et Bantous et groupes d'ex-combattants. Dans le Territoire de Nyunzu, le programme RVC prévoit la réhabilitation d'une route de desserte rurale de 25 kms sur l'axe Nyunzu-Kabalo ; la construction de deux écoles dans les Territoires de Nyunzu et Kabalo. L'équipement de radios communautaires est également prévu pour accompagner les stratégies de sensibilisation en matière de DDR auprès de ces différentes catégories sociales dans la région.

Par ailleurs, le projet comporte un important volet pour l'installation des comités locaux de paix (Baraza). En effet, depuis 2013, le Territoire de Nyunzu est affecté par des conflits intercommunautaires. En 2015, le conflit avait resurgi avec un degré de violence qui a nécessité une implication de haut-niveau au plan national et du leadership de la MONUSCO. Avec le présent projet, le partenaire d'exécution en l'occurrence la CDJP, met en œuvre une approche de résolution de conflit qui semble être l'une des plus adaptées à la situation. Il s'agit de l'établissement des comités "Baraza" ou comités locaux de paix définis comme mécanismes de dialogue communautaire devant prévenir ou résoudre les conflits. Le projet RVC prend en compte toute la Province du Tanganyika. Aussi, plusieurs actions ont déjà été menées. On peut citer l'évaluation

conjointe des sites par les autorités locales, les chefs coutumiers et la société civile, à Nyunzu mais aussi à Kalemie, Kongolo, Moba. Le projet a permis l'achat de vélos pour les sept premiers Baraza déjà fonctionnels. Sur ce chapitre, la représentante de la CDJP a insisté sur le fait que ce moyen de transport est mis au service des membres des Baraza, Twa

à la compréhension du processus et pour des actions futures.

La mise en œuvre des projets RVC a suscité beaucoup d'enthousiasme dans Nyunzu. Le symbolisme de la cérémonie de lancement a eu lieu dans les locaux de la Radio communautaire RCK équipée en partie sur fonds des projets RVC. L'Administrateur



L'Administrateur du Territoire de Nyunzu et le chef de Bureau a.i de la MONUSCO Kalemie coupant le ruban d'inauguration de projets RVS

comme Bantous engagés dans les activités de sensibilisation. Elle a ajouté que les Baraza ne sont pas des entreprises à but lucratif. C'est une "affaire de conscience et de bonne volonté", a-t-elle souligné. Pour plus d'efficacité, un guide sur les Baraza est déjà à mettre l'actif du projet, comme outil de référence pour aider

du Territoire de Nyunzu et le Chef de Bureau de la MONUSCO a.i. de Kalemie ont coupé comme de coutume le ruban d'inauguration.

Les projets RVC ainsi inaugurés se dérouleront sur une année pour un coût global estimé à environ 320.000 dollars américains. ■



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

21 SEPTEMBRE 2017 | #peaceday

un.org/peaceday

The top half of the poster features several decorative elements: a large, stylized cloud on the left; a series of downward-pointing chevrons in various shades of blue and teal; and a small circle with a dot in the top right corner.

ENSEMBLE — POUR LA — PAIX

RESPECT, SÉCURITÉ ET DIGNITÉ POUR TOUS

— together.un.org/fr | #ensemble —

